

L'incongruité d'un bâton merdeux

Le SNETAA-FO ne manque pas de culot ! Dans son n° 436 (novembre 2012) de *l'EP**, dont le directeur de publication est, bien entendu, l'inénarrable Christian LAGE, il fait son caca nerveux !

Dès la première page, il proclame la « *Mobilisation de tous contre la destruction annoncée des lycées professionnels* » ! Et, sur la dernière, il lance une pétition qu'il intitule « *Non au démantèlement de l'enseignement professionnel initial, public et laïque et du statut des PLP* » !

Dans les pages intermédiaires, ce ne sont que sommations incendiaires, du genre « *l'Etat doit garantir l'impartialité du service public* » ..., affirmations définitives comme « *la loi de programmation reprend les propositions les plus dévastatrices du rapport sur la concertation sur l'Enseignement Professionnel*, ou ultimatum impérieux du type « *nous demandons à ce que le SNETAA-FO soit reçu en urgence par le Ministre* » !

Christian LAGE, secrétaire général d'une organisation syndicale qui a jeté ses mandats dans les « *poubelles de l'histoire* » selon une expression qu'il affectionne particulièrement, et ses équipiers renégats oublierait-ils qu'ils ont été, lors du précédent mandat présidentiel, les initiateurs :

1. « *de la destruction annoncée des LP* »,
2. « *du démantèlement de l'enseignement professionnel* » ?

En 2008, LAGE n'a-t-il pas mis sa signature à côté de celle du ministre DARCOS au bas du projet de liquidation (dite « *rénovation* » **sic** !) de la voie professionnelle de formation initiale ?

Certes, d'autres organisations comme le SGE N-CFDT, comme le SNPDEN-UNSA, ont ratifié le même projet ... Mais est-ce une bonne excuse ?

En 2012, le SNETAA-FO a léché les bottes du candidat HOLLANDE et celles du vice-président de l'ARF**, François BONNEAU, dont tout le monde sait qu'il est, à l'instar d'ailleurs des autres présidents de région, un fervent adepte de l'apprentissage brut de décoffrage et de la régionalisation, à moindres frais, de toutes les composantes de la formation pro.

Et aujourd'hui, il crie « au loup » contre les mêmes !

Il ne faut pas oublier ce que la signature du SNETAA-FO, jumelle de celle d'un ministre de droite, actif agent de la RGPP***, vaut aujourd'hui à l'Enseignement professionnel public :

- **MOINS D'ECOLE POUR LES ELEVES** puisque le bac pro se prépare en 3 ans désormais au lieu de 4 naguère
- **MOINS DE DIPLOMES QUALIFIANTS** préparés par l'enseignement pro puisque le BEP est passé à la trappe ;
- **MOINS DE POSTES POUR LES PROFS** puisque la préparation au BEP a disparu et que la préparation au bac pro est plus courte d'un an.
- **PLUS DE SOUFFRANCE AU TRAVAIL** provoquée par la surcharge des classes, l'éclatement des services, la pression hiérarchique pour imposer l'aggravation des conditions de travail.

Cela s'appelle, au dire du SNETAA-FO, de sa fédération la FNEC FP FO et de sa confédération FO, défendre l'enseignement pro, ses diplômés, ses élèves et ses profs !

Qu'a-t-il obtenu en échange de cette mauvaise action historique et de cette infâme palinodie ?

Il le dit lui-même : **RIEN** !

De la monnaie de singe pour payer les trahisons commises par le « *premier syndicat de l'enseignement professionnel* » !

Le SNCA e.i.L. Convergence a entendu, au cours de la campagne présidentielle, des candidats souhaiter que le « paysage syndical français » change ...

Du moins, en page 3 de son **EP 436**, le SNETAA pose la bonne question : « *le changement c'est pour quand ?* »

Il serait souhaitable en effet que toutes ces organisations syndicales qui, comme le SNETAA-FO, ont fait allégeance au candidat HOLLANDE pour mieux vilipender, quelques mois plus tard, son gouvernement qui ne fait que poursuivre une politique éducative initiée par son prédécesseur et ... elles-mêmes, disparaissent dans un tsunami salvateur.

Ne rêvons pas : les imprécations du SNETAA-FO sont foireuses et le bâton vengeur qu'il brandit est merdeux !

Cela sent, inévitablement, mauvais.

* *L'Enseignement professionnel*

** *Association des Régions de France*

*** *Révision Générale des Politiques Publiques dont l'objet est double : supprimer un maximum de fonctionnaires et mettre les services publics sur le flanc.*